



Le **baromètre**
des réformes
de **Nicolas SARKOZY**
Les réformes à l'épreuve de la crise



www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy

3^e édition – Novembre 2008



Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion et indépendant. Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes. L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

Equipe de réalisation Jean-Thomas LESUEUR, délégué général de l'Institut Thomas More
Emilie GOUGER, chef de projet
Elodie BENEMIO, chargée de mission
Aurore THIBAUD, chargée de mission

Contact info@institut-thomas-more.org
Institut Thomas More – 49, boulevard de Courcelles – 75 008 Paris
Tel. 01 49 49 03 30
Fax. 01 49 49 03 33

Table des matières

Présentation	5
--------------	---

Les réformes à l'épreuve de la crise

Mesures de soutien à l'économie : des idées neuves ?	8
Grenelle de l'environnement et économie numérique : retard à l'allumage des nouveaux « moteurs de croissance »	11
Moralisation du capitalisme et politique industrielle : l'interventionnisme de Nicolas Sarkozy est-il si neuf ?	14
Les finances publiques résisteront-elles à la crise ?	16
Faire de l'Europe un rempart à la crise : un essai à transformer	18

Analyse

Des mesures plutôt en ligne avec le programme de campagne	21
Des réformes qui ont (trop) tardé ?	22
Marges de manœuvre budgétaires : l'impossible équation	24
Action européenne : de la dynamique aux actes	25
Les réponses sont-elles à la hauteur de la crise ?	26

Le suivi des promesses du candidat

Les 490 promesses du candidat	29
Les ratés de l'action du Président	31
L'état d'avancement des réformes en 21 thèmes	32

Définitions, méthodologie

Qu'est qu'une « promesse » ?	36
Le corpus	37
Le Tableau Récapitulatif Général	37
Le Tableau de bord des réformes	38
Suivi des promesses	38

« *Je mesure la responsabilité qui est la mienne dans les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons.* »

Nicolas Sarkozy, discours de Toulon, 25 septembre 2008



Pour sa troisième livraison, **le Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy s'attaque à la crise !...** Ou pour être plus précis, le Baromètre s'attaque à la mesure et à l'analyse des réponses apportées par le président de la République et le gouvernement à la crise.

Comme toujours, l'activisme boulimique du président rend difficile la lecture de sa stratégie et de la cohérence de ses choix : le président néolibéral s'est-il mué en socialiste de stricte observance, partisan de l'interventionnisme d'Etat et contempteur des marchés financiers ? **Le candidat du « travailler plus pour gagner plus » a-t-il cédé la place au président de la re-régulation et des emplois aidés ?** Voir...

Face à l'ampleur de la crise, **Nicolas Sarkozy invente moins qu'il ne recycle.** Notre Baromètre le montre : les idées neuves sont rares dans l'arsenal qu'il déploie depuis plusieurs semaines. Il puise pour l'essentiel dans la **boîte à outil foisonnante et multiforme de son programme présidentiel** des recettes qu'il avait laissées de côté jusqu'ici... Est-ce là le signe d'une richesse d'analyse et d'une capacité d'anticipation remarquables ? Ou bien au contraire, est-ce une marque d'opportunisme de sa part ?

En présentant son troisième Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy, l'Institut Thomas More cherche à apporter des réponses à ces questions. Ce Baromètre semestriel est **un outil de veille et de suivi en continu des réformes du Président.** Ce Baromètre, c'est :

➔ Un focus sur **les réformes à l'épreuve de la crise**, avec une analyse sur

- ✘ Les nouvelles mesures de soutien à l'économie en faveur de l'emploi, des PME et du logement
- ✘ Les espoirs placés dans les nouveaux « moteurs de croissance » : Grenelle de l'Environnement et Plan de développement de l'économie numérique
- ✘ Le volontarisme manifesté en matière de moralisation du capitalisme et de politique industrielle
- ✘ Les conséquences de la crise sur les finances publiques
- ✘ Les initiatives prises à l'échelle européenne

➔ Une **analyse détaillée**

➔ Et toujours **le suivi des promesses du candidat**

- ✘ Les 490 promesses du candidat
- ✘ Les ratés du Président
- ✘ L'état d'avancement des réformes en 21 thèmes

Les réformes à l'épreuve de la crise

Mesures de soutien à l'économie : des idées neuves ?

Grenelle de l'environnement et économie numérique : retard à l'allumage des nouveaux « moteurs de croissance »

Moralisation du capitalisme et politique industrielle : l'interventionnisme de Nicolas Sarkozy est-il si neuf ?

Les finances publiques résisteront-elles à la crise ?

Faire de l'Europe un rempart à la crise : un essai à transformer

Le quatrième trimestre 2008 est marqué par le déploiement de la **crise mondiale aux multiples conséquences** – avec une crise d’abord bancaire qui a vite dégénéré en crise économique globale et qui pourrait potentiellement se transformer en crise sociale.

Depuis le mois de septembre, **Nicolas Sarkozy, fidèle à sa nature et à sa méthode, est sur tous les fronts et sur tous les sujets**. Du discours de Toulon à celui de Rethel, des mesures de soutien à la croissance à celle en faveur de l’emploi, en passant par l’annonce des plans de soutien au secteur automobile ou au bâtiment, l’« hyper-président » est de retour !

C’est donc logiquement que **notre troisième Baromètre se concentre sur le nouvel arsenal de mesures présentées depuis quelques semaines**. Suivant la course folle des annonces de Nicolas Sarkozy, leurs implications et leurs conséquences, nous concentrons notre étude sur 5 champs d’action qui en couvrent tous le spectre :

- Les nouvelles **mesures de soutien à l’économie en faveur de l’emploi, des PME et du logement**
- Les espoirs placés dans les **nouveaux « moteurs de croissance »** que sont sensés produire la mise en œuvre du Grenelle de l’Environnement et du Plan de développement de l’économie numérique
- Le volontarisme manifesté en matière de **moralisation du capitalisme** et de **politique industrielle**, sensés incarner le nouvel interventionnisme de Nicolas Sarkozy
- Les **conséquences de la crise sur les finances publiques**
- Et les **initiatives prises à l’échelle européenne**

Nota – Les mesures listées dans les 5 tableaux de cette partie « Les réformes à l’épreuve de la crise » sont issues du Tableau Récapitulatif Général des 490 promesses de campagnes de Nicolas Sarkozy (disponible sur <http://institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>) et ont été sélectionnées en fonction de leur pertinence et de leur actualité. Voit ci-dessous la Méthodologie.

Mesures de soutien à l'économie : des idées neuves ?

Face à la crise, Nicolas Sarkozy fait feu de tous bois. Mais l'urgence est au soutien de l'activité économique. Son plan, il l'a déployé en **trois axes : soutien à l'emploi, PME, logement**. Des annonces fortes ont été faites, comme le retour aux emplois aidés ou un plan de 22 milliards en faveur des PME. Mais derrière ces annonces, y a-t-il des idées neuves ? La crise est-elle l'occasion de changer de logiciel ? Pas si sûr...

Si seulement 33,3% des promesses de la campagne présidentielle sur la lutte contre le chômage sont engagées, les chiffres montent à 71,4% pour les PME et à 75% pour le logement. **Bien des mesures décidées sous l'effet de la crise sont donc dans le prolongement de la campagne**. Si Nicolas Sarkozy semble prêt à quelques contorsions idéologiques (c'est surtout vrai pour les emplois aidés), il n'en reste pas moins fidèle à la ligne (parfois sinueuse...) qui l'a fait gagner.

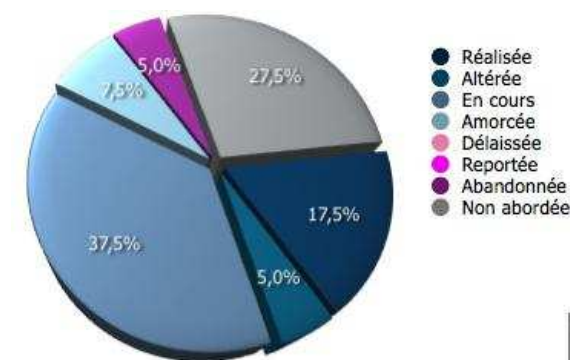
Les promesses du candidat

	Etat de la promesse
> Lutte contre le chômage	
1 Atteindre le plein emploi d'ici 5 ans : un chômage à 5% et un emploi stable et à temps complet pour tous	Non abordée
2 Créer une sécurité sociale professionnelle pour les salaires faibles : une personne licenciée pour des raisons économiques conservera son contrat de travail, transféré au service public de l'emploi, et 90% de sa rémunération. En contrepartie, il ne sera plus possible de refuser plus de deux offres d'emploi sans justification	En cours
3 Créer un contrat de travail unique : plus souple pour les entreprises et plus sécurisant pour les salariés car à durée indéterminée pour tous	Abandonnée
4 Généraliser le Contrat de Transition Professionnelle	Amorcée
5 Créer une possibilité de rupture du contrat de travail par consentement mutuel entre le salarié et l'employeur qui permette au salarié de toucher des indemnités chômage	Réalisée
6 Créer un service public de l'emploi qui regroupera l'ANPE, l'Unedic, les maisons de l'emploi	Réalisée
7 Rendre effectif le droit à la formation en créant un compte individuel d'épargne de formation	Amorcée
8 Créer une allocation formation, dont le montant pourrait être de 300 euros, conditionnée à l'assiduité	Non abordée
9 Instaurer une contrepartie (formation, travail d'intérêt général) à tout minimum social perçu	Non abordée
10 Créer le Revenu de Solidarité Active proposé par Martin Hirsch au profit de ceux qui reprennent un emploi disponible pendant deux ans. Ce revenu intègre à la fois les minima sociaux comme le RMI, les aides fiscales comme la prime pour l'emploi et les prestations familiales	En cours
11 Faire en sorte que l'allocation chômage ne soit pas inférieure au salaire minimum	Non abordée
12 Conserver au moins l'actuel niveau des minima sociaux	En cours

13	Réduire le nombre de bénéficiaires de la prime pour l'emploi mais en augmenter le montant	Altérée
14	Supprimer les aides locales attribuées aux ménages sous condition de statut et non de revenu	Non abordée
15	Aider spécialement les femmes, notamment les mères isolées, à retrouver un emploi	Non abordée
16	Proposer aux femmes qui veulent travailler, une fois que leurs enfants sont grands, d'accéder à une formation qualifiante d'un an rémunérée	Non abordée
17	Donner aux femmes qui sont au chômage et qui cherchent un emploi le droit de faire garder leur(s) enfant(s) comme celles qui travaillent	Non abordée
18	Encourager les entreprises à donner du travail aux seniors	En cours
> PME		
19	Donner aux PME un accès privilégié à la commande publique et leur réserver explicitement une part des marchés attribués	Réalisée
20	Engager une vaste politique de simplification des normes applicables aux PME, avec pour objectif : la limitation très stricte du temps nécessaire aux renseignements des formulaires, la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'État et les entreprises dans une logique de "guichet unique"	En cours
21	Supprimer l'imposition forfaitaire annuelle, réformer la taxe professionnelle, rapprocher progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés de la moyenne de l'UE à 15	En cours
22	Suspendre pendant deux ans tous les seuils réglementaires qui empêchent les PME d'embaucher	Réalisée
23	Réduire les délais de paiement du secteur public aux PME et PMI et faire respecter les dispositions légales existantes qui prévoit l'application d'intérêts de retard	Réalisée
24	Introduire la possibilité pour ceux qui sont assujettis à l'ISF de déduire de cet impôt par exemple jusqu'à 50 000 euros à condition de l'investir dans les PME	Réalisée
25	Rapprocher la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne	Non abordée
26	Accorder aux maires le droit d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche (à l'image de ce qu'a fait l'Espagne pour les petits commerces)	Amorcée
27	Supprimer pour les commerces dits "de bouche" les droits de mutation lorsque la vente est effectuée à un commerce de même catégorie	Réalisée
28	Majorer très fortement les exonérations de l'impôt sur les sociétés et de la taxe professionnelle dans les secteurs d'Outre-mer considérés comme particulièrement porteurs par les acteurs économiques eux-mêmes et par les élus des territoires concernées	En cours
29	Créer un système d'exonération de droits de douanes en Outre-mer pour les matières premières et les produits semi-ouvrés afin de favoriser les activités de transformation et donc d'intégration de valeur ajoutée localement et mettre en place un mécanisme de crédit d'impôt majoré à l'exportation	Non abordée
30	Créer un capital risque public, des prêts à taux zéro, un système de cautionnement public pour tous ceux qui ont des projets	Non abordée
31	Instaurer une garantie de l'État pour les prêts à taux zéro pour les jeunes qui ont un projet professionnel ou qui veulent se former	En cours
32	Soutenir les projets à buts non lucratifs autant que les projets à buts lucratifs, créer des écoles de projets, développer le micro crédit pour financer les micros projets	En cours
> Logement		
33	Rendre effectif le droit opposable au logement	En cours
34	Construire les 700 000 logements qui manquent en 10 ans	En cours
35	Permettre à chaque ménage d'être propriétaire en déduisant de l'impôt sur le revenu les intérêts de l'emprunt immobilier (sur les nouveaux emprunts et sur ceux déjà contractés) et en instaurant une aide de l'État à l'emprunt pour ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu. Une loi sera votée à l'été 2007	Altérée
36	Entamer dès juin 2007 la réforme du crédit hypothécaire	Abandonnée
37	Créer un nouveau prêt à taux zéro foncier : les échéances de ce prêt ne commenceront à courir qu'une fois le bâti remboursé	En cours

38	Créer un service public de caution pour emprunter ou acheter une maison notamment pour les personnes malades	En cours
39	Permettre aux habitants de logements sociaux de devenir propriétaires	En cours
40	Inciter à la construction de logements pour en faire baisser les prix	En cours

Nombre de mesures...	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Amorcée	Délaissée	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	40	7	2	15	3	0	0	2	11
En %	100	17,5	5	37,5	7,5	0	0	5	27,5



Au 1^{er} novembre 2008

- ⇒ 17,5% des promesses sur le soutien à l'économie sont « réalisées »
- ⇒ 37,5% des promesses sur le soutien à l'économie sont « en cours »
- ⇒ 7,5% des promesses sur le soutien à l'économie sont « amorcées »
- ⇒ 10% des promesses sur le soutien à l'économie sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Les principales nouvelles mesures annoncées face à la crise

Lutte contre le chômage	Améliorer la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences
	Simplifier la filière d'indemnisation
	Porter à 330 000 le nombre de contrats aidés du secteur non marchand (soit 100 000 de plus)
	Assouplir les possibilités d'embauches en CDD
	Faire appel au secteur privé pour le reclassement des chômeurs
PME	Evaluer les réformes de la sécurité sociale professionnelle
	Favoriser les emplois de services à la personne en consentant une avance sur le crédit d'impôt aux ménages
	Recycler les excédents de placements garantis au profit des PME à hauteur de 22 milliards d'euros
	Demander au Fisc et à l'Urssaf d'accorder des délais de paiement aux entreprises fragilisées par la crise
Logement	Créer une société de refinancement de l'économie
	Permettre à Oséo d'offrir davantage de garanties pour les PME qui souhaitent emprunter
	Accélérer le remboursement du crédit d'impôt recherche en mobilisant auprès d'Oséo les créances fiscales correspondantes
	Nommer d'un médiateur national pour les PME ayant un problème de crédit
	Racheter 30 000 logements
	Accélérer la vente de terrains du secteur public



Grenelle de l'environnement et économie numérique : retard à l'allumage des nouveaux « moteurs de croissance »

Déjà pendant sa campagne, Nicolas Sarkozy répétait qu'il entendait bien « aller chercher le point de croissance qui manquait à la France », avec les dents s'il le fallait... La crise est désormais là, justifiant d'autant mieux l'ambition. Parmi les leviers de croissance possibles, le gouvernement en avait identifié deux en particulier : la « croissance verte » et l'investissement dans les nouvelles technologies. **Le Grenelle de l'Environnement et le Plan de développement de l'économie numérique devait être les instruments de la conquête de ce point de croissance si désiré...**

Or que constate-t-on ? Qu'**aucune des mesures-phares du Grenelle n'est encore entrée dans les faits** et que la loi « Grenelle 1 », adoptée par l'Assemblée nationale en octobre, n'est que le début d'un long processus. De même, le plan de développement de l'économie numérique d'Eric Besson, riche de pas moins de 154 propositions (!), vient tout juste d'être dévoilé. En place depuis un an et demi, le gouvernement n'a-t-il pas trop tardé à mettre en œuvre ces réformes ? **La crise offrira-t-elle les opportunités et les marges de manœuvres budgétaires nécessaires à leur pleine réalisation ?** A voir les âpres débats que l'élargissement du bonus/malus écologique à d'autres produits que l'automobile a provoqué, il est permis de douter...

Les promesses du candidat

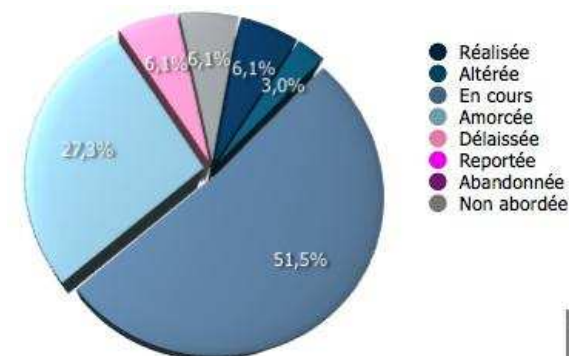
		Etat de la promesse
> Environnement		
1	Organiser un Grenelle du développement durable	Réalisée
2	Créer une véritable fiscalité écologique qui atteigne 5% du PIB en 5 ans	En cours
3	Lutter contre le dumping environnemental en taxant les produits importés de pays qui ne respectent aucune règle environnementale à travers des mesures telles que la création d'une taxe carbone	Délaissée
4	Instaurer une TVA à taux réduit sur les produits propres	Délaissée
5	Mettre en place un crédit d'impôt environnement, allant au-delà des dispositifs existants, au profit des ménages, des entreprises et de tout autre organisme qui investit dans la recherche, la formation et des équipements permettant de réduire la consommation d'énergie et de favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables	En cours
6	Investir dans le nucléaire notamment pour en renouveler le parc	Amorcée
7	S'engager fortement dans la recherche sur les réacteurs nucléaires de quatrième génération	Amorcée

8	Augmenter la part des énergies renouvelables	En cours
9	Investir dans la recherche des technologies propres	En cours
10	Détaxer les biocarburants	En cours
11	Donner des avantages spécifiques aux propriétaires de véhicules propres, par exemple la gratuité du stationnement en ville	En cours
12	Développer les transports en commun et les transports alternatifs à la route tout en aidant les transporteurs routiers à acquérir des véhicules propres	En cours
13	Construire un port en eau profonde et organiser de véritables transports collectifs en Guadeloupe, y compris en privilégiant les alternatives à la route	Non abordée
14	Investir dans l'isolation des bâtiments anciens	En cours
15	Doter la filière bois d'un plan d'ensemble, élaboré dans le cadre d'une grande concertation, qui permettra de valoriser la filière bois dans la création d'un puits de carbone et de soutenir cette activité	En cours
16	Essayer de convaincre l'Europe de proposer aux États-Unis une coopération dans la recherche sur les énergies du futur, en mutualisant les moyens respectifs	Non abordée
> Numérique		
17	Fixer comme objectif que la prospective sur la société numérique devienne une priorité nationale et débouche sur une stratégie collective	En cours
18	Doter la France d'une gouvernance Internet	Amorcée
19	Mettre en place une politique de filières qui permette d'exploiter leurs atouts et de tirer parti de leurs avantages technologiques	Amorcée
20	Favoriser la pleine expansion de l'édition logicielle dans la diversité de ses modèles économiques	Amorcée
21	Doubler le nombre de télétravailleurs est un objectif prioritaire	Altérée
22	Exonérer de charges sociales et fiscales, dans une limite à définir, les revenus tirés d'une activité numérique personnelle, créer un statut simplifié de micro-entreprise numérique	En cours
23	Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour accompagner la mutation des métiers de la création, de la production et de l'information, et pour garantir le respect de leur droit	En cours
24	Faire de la formation numérique une priorité avec une politique adaptée à ceux qui ont du mal à franchir le pas : seniors, foyers ou étudiants à faible revenu, et TPE et PME	Amorcée
25	Réformer les nomenclatures des formations et des métiers de l'Internet et du numérique	Amorcée
26	Faire que le Parlement français ratifie le Protocole de Londres signé en 2000 sur les brevets et le respect de la propriété intellectuelle	Réalisée
27	Mettre en place un cadre réglementaire favorable aux investissements en très haut débit par les opérateurs	En cours
28	Engager une politique volontariste de soutien à la création, la production et la diffusion de contenus en ligne	En cours
29	Aider à la numérisation des œuvres de l'industrie du disque et au développement de toutes les formes de diffusion légale. Réfléchir à des aides sociales pour soutenir l'emploi dans la filière musicale, examiner l'ensemble des règles fiscales applicables à ce secteur afin de les adapter dans ce contexte de mutation	En cours
30	Faire en sorte que la France participe plus activement aux discussions qui structurent l'avenir d'Internet dans le monde	Amorcée
31	Reconnaître l'accès haut et très haut débit comme une obligation de service public sur tout le territoire : connecter toutes les écoles au haut débit, toutes les universités au WiFi, doubler le nombre de foyers équipés et créer un point d'accès public à Internet dans au moins un tiers des communes	En cours

32	Engager une politique volontariste de soutien à la création, la production et la diffusion de contenus en ligne	En cours
33	Faire de la formation numérique une priorité en révisant profondément les programmes et les référentiels	Amorcée

Nombre de mesures...	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Amorcée	Délaissée	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	33	2	1	17	9	2	0	0	2
En %	100	6,1	3	51,5	27,3	6,1	0	0	6,1

La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 en raison des règles d'arrondis pratiquées



Au 1^{er} novembre 2008

- ➔ 6,1% des promesses sur les nouveaux moteurs de croissance sont « réalisées »
- ➔ 51,5% des promesses sur les nouveaux moteurs de croissance sont « en cours »
- ➔ 27,3% des promesses sur les nouveaux moteurs de croissance sont « amorcées »
- ➔ 9,1% des promesses sur les nouveaux moteurs de croissance sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Les principales nouvelles mesures annoncées face à la crise

Environnement

- Mettre à l'étude un grand plan de rénovation des infrastructures de transports collectifs dans les grandes villes
- Exemplarité de l'Etat sur l'achat de véhicules décarbonnés
- Mobiliser 400 millions d'euros de financement public sur les 4 prochaines années pour la R&D des véhicules décarbonnés
- Mettre en place un programme d'équipement pour recharger les véhicules



Moralisation du capitalisme et politique industrielle : l'interventionnisme de Nicolas Sarkozy est-il si neuf ?

Depuis deux mois, Nicolas Sarkozy n'a pas de mots assez durs contre la sphère financière et les « patrons voyous »... Fort de son activisme international, et à la veille du sommet mondial de Washington du 15 novembre, il se présente désormais comme **le chaud partisan d'une plus grande régulation et d'une moralisation des comportements et des pratiques des marchés financiers**. De même n'a-t-il pas hésité, au risque de l'anachronisme, à reprendre les accents volontaristes – et parfois dirigistes – des temps glorieux de la « politique industrielle de la France »...

Ce retour à un interventionnisme d'Etat a surpris de la part d'un président souvent présenté comme un ardent libéral. Y a-t-il pourtant vraiment lieu d'être surpris ? S'agit-il d'une nouvelle posture ? La crise économique est-elle pour lui l'occasion d'une réelle « conversion » à un nouveau dirigisme ? C'est oublier, ce que nous relevions déjà dans la précédente livraison de notre Baromètre (mai 2008), que **Nicolas Sarkozy a toujours su alterner les positions libérales et interventionnistes** (l'épisode de Gandrange suivit de peu la remise du rapport Attali au printemps dernier...) et que déjà **son programme présidentiel contenait de nombreuses propositions interventionnistes**.

Les promesses du candidat

		Etat de la promesse
> Moralisation du capitalisme		
1	Moraliser le capitalisme et renforcer le capitalisme familial et les entrepreneurs [comprenant notamment:]	En cours
2	Faire voter une loi qui interdiera la pratique des parachutes dorés	Altérée
3	Faire en sorte que la rémunération des grands patrons soit assumée devant les salariés, les actionnaires et soit publiquement approuvée pour chacun d'entre eux par l'Assemblée générale des actionnaires et publiée nominativement dans les rapports annuels, de même pour les primes exceptionnelles, les parachutes et les retraites chapeau	En cours
4	Envisager de modifier la répartition actuelle des stock-options pour qu'ils ne soient pas réservés à un petit groupe de cadres dirigeants	En cours
5	Réexaminer le régime complet de responsabilité des dirigeants d'entreprises et identifier les changements nécessaires grâce à une commission composée de juristes, d'économistes, de représentants des salariés et de chefs d'entreprises	Non Abordée
6	Faire rembourser les aides publiques de l'entreprise qui délocalisera	Non Abordée
7	Punir celui qui déménage son usine la nuit, ou qui vide la caisse pour n'avoir à payer ni les salaires ni les indemnités de licenciement	Non abordée
8	Moduler les impôts sur les bénéfices des sociétés en fonction du nombre d'emplois supprimés ou conservés	Non abordée

9 Conditionner les allègements de charges aux entreprises à leur politique salariale En cours

> Intervention de l'Etat dans l'économie

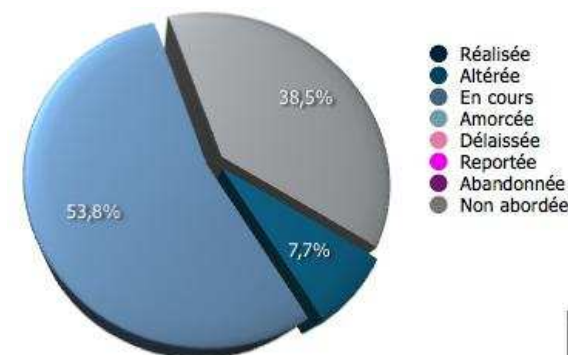
10 Donner à l'État les moyens de prendre des participations temporaires dans des entreprises stratégiques lorsqu'elles ont besoin de financements supplémentaires En cours

11 Mettre en œuvre une politique industrielle pour lutter contre les délocalisations en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts En cours

12 Investir dans les bassins industriels en difficulté pour les réindustrialiser en y développant des activités nouvelles Non abordée

13 Poursuivre la collaboration avec Andorre et Monaco pour que des normes sur les flux financiers équivalentes aux normes françaises soient adoptées. Promouvoir cette action vigilante au G8, à l'OCDE et avec les partenaires européens En cours

Nombre de mesures...	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Amorcée	Délaissée	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	13	0	1	6	0	0	0	0	5
En %	100	0	7,7	53,8	0	0	0	0	38,5



Au 1^{er} novembre 2008

➔ **Aucune promesse sur la moralisation du capitalisme et la politique industrielle n'est « réalisée »**

➔ **53,8% des promesses sur la moralisation du capitalisme et la politique industrielle sont « en cours »**

➔ **7,7% des promesses sur la moralisation du capitalisme et la politique industrielle sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »**

Les principales nouvelles mesures annoncées face à la crise

- Appliquer des régimes pénalisants, comme l'augmentation de la retenue à la source sur les revenus versés à des personnes situées dans les paradis fiscaux
- Doubler les délais de prescription lorsque la fraude est réalisée via un paradis fiscal
- Augmenter les amendes en cas de fraudes internationales
- Donner plus de moyens d'enquête au Ministère du Budget
- Contrôler les agences de notation

Les finances publiques résisteront-elles à la crise ?

Auprès des électeurs comme auprès de la Commission européenne, **Nicolas Sarkozy a longtemps promis que sa présidence serait celle de la remise en ordre des finances publiques** : la dette devait être ramenée en dessous de la barre des 60% du PIB d'ici 2012, le déficit passé sous celle des 3%, la fiscalité allégée, le nombre de fonctionnaires diminué, etc. Il s'agissant même d'inscrire dans la Constitution l'interdiction de tout déficit budgétaire hors dépenses d'investissement... **La RGPP fut lancée, avec des objectifs louables mais bien plus modestes**, comme le signalait déjà notre précédent baromètre (mai 2008).

Le programme paraissait difficilement tenable dans le contexte de ralentissement économique prédit par de nombreux observateurs et alors que certains chantiers comme la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ou du RSA ne trouvaient pas, ou mal, leurs financements. **Est-il réaliste en temps de crise ?** Si on peut se féliciter des quelques bonnes mesures déjà prises (le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, les fusions ANPE/Assedic et impôts/comptabilité), leurs modestes effets ne suffiront évidemment pas à contrebalancer les conséquences budgétaires de la crise. **Les promesses de bonne gestion des comptes publics s'éloignent – et avec elles certaines mesures-phares du projet présidentiel.** La dégradation des finances publiques, comme le gouvernement vient de le reconnaître, sera à acter dans le budget 2009.

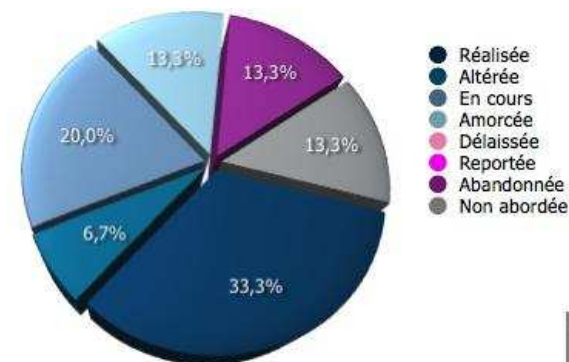
Les promesses du candidat

	Etat de la promesse	
1	Inscrire "une règle d'or" dans la Constitution ou sous forme de loi organique qui interdirait tout déficit budgétaire hors dépenses d'investissement	Abandonnée
2	Ramener la dette en dessous de 60% du PIB d'ici 2012 et réduire le déficit	Altérée
3	Redéployer 5% des dépenses réaménageables de l'Etat en 5 ans, soit 590 milliards d'euros	Non abordée
4	Financer intégralement le projet présidentiel par des économies sur les dépenses existantes	Abandonnée
5	Créer un contrat de stabilité interne afin que les collectivités locales participent à l'objectif de maîtrise des finances publiques	Réalisée
6	Conserver la structure actuelle des collectivités territoriales mais affecter à chaque niveau un impôt et une compétence	Amorcée
7	Demander à chaque collectivité d'assumer sa part de responsabilité et de financer les éventuelles mises en conformité des bâtiments ou des moyens de transport relevant de ses compétences	Amorcée
8	Ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux des 450 000 qui partiront à la retraite d'ici 2012. La moitié des gains de productivité seront rendus aux fonctionnaires sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat	En cours

9	Signer un contrat de progrès avec les fonctionnaires : moins de fonctionnaires, mieux payés, plus considérés, plus autonomes, aux carrières plus variées grâce à une organisation en métier, en contrepartie de services publics plus efficaces qui s'adaptent aux besoins et aux attentes des usagers	En cours
10	Faire une évaluation systématique des politiques publiques et supprimer tous les organismes, toutes les commissions, tous les comités, tous les observatoires qui sont inutiles	En cours
11	Fusionner les services d'impôts et de comptabilité	Réalisée
12	Créer un service public de l'emploi qui regroupera l'ANPE, l'Unedic, les maisons de l'emploi	Réalisée
13	Fusionner les services de renseignement	Réalisée
14	Mettre en place un Comité interministériel qui devra dresser régulièrement et publiquement le bilan des politiques publiques conduites Outre-mer	Non abordée
15	S'attaquer aux abus, aux fraudes et aux gaspillages de l'Assurance maladie	Réalisée

Nombre de mesures...	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Amorcée	Délaissée	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	15	5	1	3	2	0	0	2	2
En %	100	33,3	6,7	20	13,3	0	0	13,3	13,3

La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 en raison des règles d'arrondies pratiquées



Au 1^{er} novembre 2008

- ⇒ 33,3 % des promesses sur les finances publiques sont « réalisées »
- ⇒ 20 % des promesses sur les finances publiques sont « en cours »
- ⇒ 13,3 % des promesses sur les finances publiques sont « amorcées »
- ⇒ 20 % des promesses sur les finances publiques sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Les principales nouvelles mesures annoncées face à la crise

Compenser l'exonération de la taxe professionnelle aux collectivités locales



Faire de l'Europe un rempart à la crise : un essai à transformer

Ceux qui ont été surpris par l'engagement international et plus particulièrement européen de Nicolas Sarkozy face à la crise à partir de la mi-septembre ont la mémoire courte : **cet activisme auprès des partenaires de la France était à prévoir de la part du candidat de « l'Europe qui protège »** – slogan qui fut repris au début de la présidence française de l'Union européenne en juillet dernier. Sur la moralisation du capitalisme, sur la transparence des mouvements de capitaux, sur la formation d'un gouvernement économique de la zone euro, Nicolas Sarkozy, on peut l'en créditer, n'a pas varié... Tous ces chantiers, et quelques autres, sont lancés.

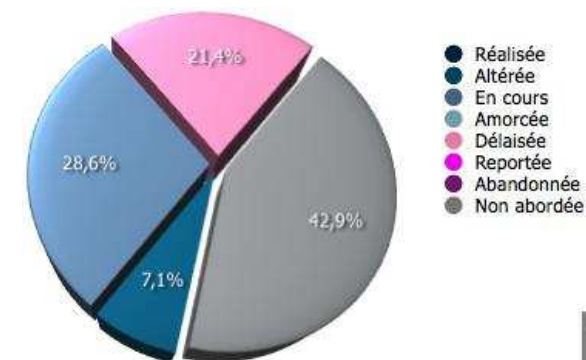
Et constatons que sa détermination à éteindre l'incendie financier des mois de septembre et octobre a été, certes pas le seul, un facteur majeur de la bonne coordination européenne. Mais maintenant ? Reste à transformer l'essai... Et il n'est pas dit que ses partenaires suivront Nicolas Sarkozy dans toutes ses propositions. **Ça n'est pas pour rien que seuls 28,6% de ses propositions sont en cours de mise en œuvre et qu'aucune n'ait encore aboutie...** Angela Merkel s'est déjà montrée sceptique à l'égard de l'idée de gouvernement économique, de même que le luxembourgeois Jean-Claude Juncker, piqué par les sorties du président sur les paradis fiscaux. Nicolas Sarkozy a obtenu de ses partenaires une position commune en vue du Sommet international de Washington du 15 novembre. Président de l'Union européenne pour 6 semaines encore, parviendra-t-il à des résultats tangibles dans ce laps de temps ?

Les promesses du candidat

	Etat de la promesse
1 Donner comme mission à la zone euro la moralisation du capitalisme financier et la promotion d'une économie de production contre une économie de spéculation et de rente	En cours
2 Engager une véritable action concrète sur le rapprochement des législations entre les autorités judiciaires et les services enquêteurs en s'engageant, en particulier, sur la transparence des mouvements de capitaux et prévoir des sanctions à l'égard des pays non coopératifs	En cours
3 Former un gouvernement économique pour l'Europe, c'est-à-dire des ministres des finances qui gèrent la zone euro pour en faire la première zone de croissance du monde. Concertation entre l'eurogroupe et la BCE	En cours
4 Abandonner la politique de surévaluation de l'euro	Altérée
5 Harmoniser les politiques fiscales européennes	Non abordée
6 Rendre aux États leur compétence sur la TVA appliquées aux prestations locales	Non abordée
7 Proposer aux partenaires européens d'expérimenter la TVA sociale pour financer la protection sociale	Non Abordée

8	Mettre en place une TVA à taux réduit pour les produits respectueux de l'environnement dans toute l'Europe	Délaissée
9	Proposer aux partenaires européens qu'en aucun cas les aides européennes ne servent à financer le dumping fiscal entre les pays membres	Non Abordée
10	Proposer une véritable politique industrielle européenne	En cours
11	Rendre possible le rapprochement d'entreprises pour faire émerger des champions européens de dimension mondiale	Non Abordée
12	Exiger que la réciprocité devienne la règle dans les rapports commerciaux entre l'UE et les autres régions du monde	Délaissée
13	Ouvrir le débat de l'indépendance technologique européenne	Non abordée
14	Rétablir la préférence communautaire	Délaissée

Nombre de mesures...	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Amorcée	Délaissée	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	14	0	1	4	0	3	0	0	6
En %	100	0	7,1	28,6	0	21,4	0	0	42,9



Au 1^{er} novembre 2008

- ➔ Aucune promesse sur l'Europe n'est « réalisée »
- ➔ 28,6% des promesses sur l'Europe sont « en cours »
- ➔ 7,1% des promesses sur l'Europe sont « amorcées »
- ➔ 28,6 des promesses sur l'Europe sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Les principales nouvelles mesures annoncées face à la crise

Proposer aux partenaires européens de se doter de fonds souverains

Proposer aux partenaires européens de réfléchir à l'ouverture d'un axe d'intervention de la BEI en faveur des entreprises européennes de l'automobile, dès lors qu'il s'engage résolument sur la voie des « véhicules décarbonnés »

Proposer à la Commission européenne et aux partenaires européens de réviser le cadre communautaire des aides d'Etats

Responsabiliser les acteurs financiers et les superviser au niveau européen

Mieux gérer la liquidité et le traitement des opérations de titrisation.

Conclure un accord avec les agences de notation pour en assurer un meilleur contrôle

Etudier la possibilité de plafonner les taux de TVA sur les carburants afin de limiter les effets de la flambée du prix du pétrole

Renforcer la compétitivité de l'économie européenne à travers la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne rénovée, le Small Business Act pour les petites et moyennes entreprises



Analyse

Des mesures plutôt en ligne avec le programme de campagne

Des réformes qui ont (trop) tardé ?

Marges de manœuvre budgétaires : l'impossible équation

Action européenne : de la dynamique aux actes

Les réponses sont-elles à la hauteur de la crise ?

Comme on vient de le voir à travers l'analyse des 5 thèmes précédents, les réponses que le Président de la République a cherché à articuler en réponse à la crise ont été très nombreuses : **concertation européenne** (et internationale), plan de **sauvetage des banques**, mesures de **soutien à l'économie**, **accompagnement des conséquences sociales prévisibles de la crise**. Certaines ont particulièrement marqué les esprits comme les attaques virulentes contre le capitalisme financier ou l'annonce de l'augmentation des emplois aidés, au point de laisser croire que la crise aurait été l'occasion pour Nicolas Sarkozy d'une véritable conversion à un nouvel interventionnisme, voire à une perméabilité à certaines idées traditionnellement associées à la gauche...

Notre Baromètre permet de relativiser de beaucoup cette illusion d'optique ! **Les réponses de Nicolas Sarkozy sont globalement dans la droite ligne de son programme présidentiel et de ses dix-huit premiers mois d'action**. La vraie question est donc : cela suffira-t-il à répondre à l'ampleur de la crise ? Décryptage.

1 Des mesures plutôt en ligne avec le programme de campagne

Fidèle à sa méthode de gouvernement depuis un an et demi, l'« hyper-président » intervient sur tous les fronts pour soutenir l'économie. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles ? Pas si sûr... Si certaines mesures répondent évidemment à l'urgence de la situation, **beaucoup des solutions proposées sont déjà présentes dans le projet présidentiel : certaines sont déjà mises en œuvre, d'autres vont voir leur calendrier de réforme accélérer**.

➤ Des solutions déjà mises en œuvre : soutien aux PME et logement

- ✘ Cela fait un an et demi que le gouvernement a clairement affiché sa volonté de développer et de renforcer les PME françaises. Résultat : au 1^{er} novembre, **71,4% des mesures en faveur du soutien aux PME sont « réalisées » ou « en cours »**. Plus que l'occasion de mettre en œuvre une politique nouvelle, la crise oblige le gouvernement à accroître dans l'urgence les outils de soutien au financement aux PME, avec le coup d'accélérateur annoncé sur l'exonération de la taxe professionnelle, la mobilisation de pas moins de 22 milliards d'euros de garantie du crédit et l'extension des délais de paiement... Un arsenal vigoureux, et bienvenu, qui a vocation à ne pas laisser perdre les fruits d'une politique déjà mise en œuvre.

- ✘ Pas moins de **75% des mesures sur le logement sont « en cours »** et le gros des annonces faites (libération de terrains de l'Etat, rachat de 30 000 logements, extension du « pass foncier », relèvement du plafond de ressources ouvrant droit aux prêts d'accession sociale) fait écho aux promesses du candidat sur l'accession à la propriété et au plan de construction de logements dont Christine Boutin a la charge. Là encore, ces annonces cherchent, dans un contexte difficile, à amplifier des actions déjà lancées.

➤ Accélérer les réformes : lutte contre le chômage et interventionnisme

- ✘ Seuls **33,3% de promesses en faveur de l'emploi sont « réalisées » ou « en cours »**. Le score paraît faible au regard de l'urgence de la situation et de l'augmentation du chômage observée ces derniers mois et attendue pour 2009. Un recours plus souple aux CDD et la relance des contrats aidés : voilà les deux nouvelles mesures annoncées par le Président. Si la dernière a jeté le trouble jusque dans les rangs de la majorité en apparaissant comme une rupture avec la politique conduite jusqu'ici par Nicolas Sarkozy, la grande majorité des solutions qu'il propose reste dans la droite ligne de son action : accélération de la mise en place du service public de l'emploi, mise en œuvre de la sécurité sociale professionnelle, efforts sur la formation, généralisation du contrat de transition professionnelle. Rien de neuf dans tout cela ! L'assouplissement des conditions du marché du travail reste sa priorité. Avec les contrats aidés, c'est vers l'accompagnement des chômeurs et le traitement social du chômage que le gouvernement porte son effort, en mettant ainsi en place le volet sécurité de sa politique de l'emploi... volet qui n'était pas absent du programme du candidat Sarkozy. L'aurait-on oublié ?
- ✘ Avec **53,8% des promesses en faveur de l'intervention de l'Etat dans l'économie déjà « en cours », mais aucune « réalisée »**, et après les accents interventionnistes des discours de Toulon (25 septembre) et devant le Parlement européen (21 octobre), certains se posent la question : la politique de Nicolas Sarkozy et du gouvernement est-elle encore libérale ? C'est oublier que le programme présidentiel, et l'attitude de Nicolas Sarkozy depuis longtemps, portent la marque d'une politique qu'on peut qualifier d'interventionniste. Paradoxe ? Nicolas Sarkozy tout à la fois aime l'entreprise et la réussite et croit au primat du politique. Si l'on fait aujourd'hui le compte des mesures récemment annoncées, on verra qu'on n'est pas loin de la simple application du programme de campagne sur les paradis fiscaux, les rémunérations des dirigeants de grandes entreprises ou la prise de participations dans les entreprises stratégiques...

2 Des réformes qui ont (trop) tardé ?

Les prévisions de croissance pour 2009 ne sont pas très optimistes mais cela n'est pas né avec la crise financière, qui en revanche amplifie bien sûr le phénomène. Au début de son mandat, **le Président voulait aller chercher le point de croissance qui manquait à la France « avec les dents », en s'appuyant notamment sur les « moteurs de croissance » que devait constituer les révolutions environnementales et numériques...** Où

en est-on un an et demi après ? Les réformes entamées permettront-elles d'atténuer les effets de la crise ? Ou au contraire n'a-t-on pas trop tardé pour pouvoir compter dessus ?

➤ « Croissance verte » : le long chemin du Grenelle de l'environnement

- ✘ Au bout d'un an et demi d'un processus qui se voulait prioritaire et emblématique de la présidence, **56,2% des promesses concernant le Grenelle sont toujours « en cours »**. **1 seule promesse est réalisée**...celle précisément d'organiser le Grenelle !
- ✘ Après le long processus de consultation, la mise en place de comités opérationnels, le report de l'examen de la loi, les députés ont finalement voté le « Grenelle 1 » le 21 octobre quasiment à l'unanimité. Mais derrière cette victoire politique, le chemin est encore long pour donner corps et réalité à la fameuse « croissance verte ». Car il ne s'agit encore que d'un texte d'orientation ; il faudra encore attendre début 2009 pour voir la première loi d'application, « Grenelle 2 », au programme des parlementaires. En attendant, le gouvernement devra trouver les moyens de sa mise en œuvre dans un contexte budgétaire plus que difficile. Les choix douloureux, comme l'extension du bonus/malus ou la contribution énergie/climat, ont pour l'instant été reportés à plus tard. Si le Président a voulu récemment montrer sa détermination à faire du développement durable un moteur de croissance en débloquant 400 millions d'euros pour la recherche sur les voitures décarbonnées, les ambitions tardent néanmoins à se transformer en acte.

➤ Economie numérique : une priorité qui a tardé

- ✘ Au 1^{er} novembre, **1 des promesses concernant l'économie numérique est réalisée, 47% sont « en cours » et 41,2% ne sont qu'« amorcées »**.
- ✘ « Fixer comme objectif que la prospective sur la société numérique devienne une priorité nationale et débouche sur une stratégie collective » : Nicolas Sarkozy en avait fait un argument de campagne et y voit toujours un levier majeur de croissance. Pourtant, Eric Besson ne s'est vu attribuer la compétence sur le « développement de l'économie numérique » que le 18 mars 2008, lors de la nomination du gouvernement Fillon 3 et le Plan de développement, qui était attendu pour le 31 juillet 2008, n'a finalement été présenté le 20 octobre 2008. Un peu long pour une priorité ! Il faut maintenant mettre en œuvre ce Plan de développement et probablement en hiérarchiser les priorités : le gouvernement a-t-il les moyens de lancer les 154 propositions du plan d'Eric Besson ?...

Pour la croissance, le temps presse. Tout ce qui peut permettre de la dynamiser, comme le Grenelle de l'environnement et le Plan de développement du numérique, doit être considéré comme prioritaire. Sur ces deux dossiers, après les nombreuses consultations qui ont été menées, les ambitions tardent à se matérialiser. A vouloir tout réformer tout de suite, **le gouvernement paiera peut être en 2009 son manque de priorités** : 6,1% de promesses tenues, cela ne semble pas suffisant pour faire de l'environnement et du numérique de véritables moteurs de croissance et redynamiser l'économie française.

3 Marges de manœuvres budgétaires : l'impossible équation

Le gouvernement avait bâti son projet de Loi de finances 2009 sur une hypothèse de croissance de 1%, mais la crise financière est passée par là... Aujourd'hui, beaucoup estime qu'elle doit être révisée à la baisse, y compris Christine Lagarde et Eric Woerth. Les dernières estimations prévoient plutôt une croissance de la zone euro de 0,2%, estimation que Berlin a repris pour construire son budget. En France, on s'apprête à amender le budget 2009 et à voter un déficit au-delà de la barre des 3%. Mais **le gouvernement procède par étapes dans l'annonce des mauvaises nouvelles**. Et cherche par tous les moyens à faire de nouvelles économies...

↳ Abandon des promesses-phares

- ✘ Au bout d'un an et demi, **33,3 % des promesses sur les finances publiques sont « réalisées » et 20 % sont « en cours »**. Mais ce sont les mesures issues de la RGPP qui permettent d'atteindre ce score, plus que les mesures de bonne gestion budgétaire.
- ✘ Si donc la moitié des promesses de campagne sont réalisées ou en passent de l'être, le gouvernement a sans doute renoncé à s'occuper du cœur du programme présidentiel – en particulier sur la baisse de la dette. Car en effet, comment accélérer les réformes, mettre en place un plan de soutien à l'activité du secteur du bâtiment, des PME ou lutter contre le chômage, et réduire le déficit et l'endettement de l'Etat ? L'équation est sans doute insoluble et oblige Nicolas Sarkozy à renoncer à l'orthodoxie budgétaire dont il se réclame depuis le début de son mandat. Le gouvernement a assuré qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts et admet la dégradation du déficit. L'objectif de retour à l'équilibre d'ici 2012 n'est plus d'actualité.

↳ Les nouvelles économies seront-elles suffisantes ?

- ✘ L'effort de réduction du nombre de fonctionnaires se poursuit, avec 30 600 départs annoncés pour 2009. Mais la RGPP ne porte pas en elle suffisamment de mesures d'économie pour contenir le déficit. En juillet, Philippe Marini, rapporteur de la Commission des finances du Sénat, affirmait qu'il ne voyait pas en l'état comment réduire le déficit en 2009 et 2010. Pour dégager de nouvelles économies, c'est donc aux collectivités locales de se soumettre à la réforme. Annoncée depuis 2007, rendue indispensable par l'empilement des structures et l'illisibilité de la répartition des compétences et des moyens, la crise financière et ses conséquences sur le budget ont poussé le gouvernement à accélérer les choses... en installant un nouveau comité. Présidé par Edouard Balladur, il aura fort à faire s'il veut faire accepter l'idée de la suppression d'un échelon et clarifier les compétences et les ressources : la réforme de la dotation de solidarité urbaine, lancée il y a quelques semaines, a déjà provoqué une levée de boucliers des élus. Et rien ne permet d'affirmer que l'effort sera suffisant pour compenser la baisse attendue des recettes budgétaires.

4 Action européenne : de la dynamique aux actes

C'est sans conteste le bon point de notre Baromètre. Présenté comme un partenaire malaisé pour les autres dirigeants européens, bouillant, imprévisible et tirant trop souvent la couverture à soi, **Nicolas Sarkozy a globalement bien tenu son rôle de président en exercice de l'Union européenne pour parvenir à une position commune**. Il a su coordonner les efforts pour éteindre l'incendie financier en septembre/octobre et a obtenu le 7 novembre une déclaration commune en vue du Sommet de Washington du 15.

↳ Une dynamique salubre

- ✘ Si les chiffres ne sont pas spectaculaires, avec **presque 30% des promesses « en cours »**, Nicolas Sarkozy a néanmoins su imposer certaines thématiques fortes de son programme sur la moralisation du capitalisme financier dans la zone euro et surtout sur l'émergence d'un gouvernement économique de la zone euro. Rien n'est encore fait, puisqu'on sait les réticences d'Angela Merkel et Jean-Claude Juncker sur ce dernier point, mais la proposition est largement soutenue par le Parlement européen. La dynamique est là : ce qui est déjà un mérite quand on sait l'état de paralysie dans laquelle est plongée l'Union européenne depuis plusieurs années. Il s'agit maintenant de la transformer en actes.

↳ Une action globalement cohérente

- ✘ Mais l'intéressant vient aussi du fait que **certaines propositions très en vue depuis le déclenchement de la crise étaient déjà inscrites dans le programme de la présidence française de l'UE**, annoncé avant le choc du mois de septembre. Preuve de cohérence. En juillet dernier déjà, Nicolas Sarkozy fixait à l'Europe les objectifs suivants : responsabilisation accrue des acteurs financiers et leur supervision, meilleure gestion de la liquidité et du traitement des opérations de titrisation, meilleur contrôle des agences de notation. Certains de ces points sont déjà adoptés¹.

¹ Voir les précisions dans le Baromètre de la présidence française de l'Union européenne sur <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-pfue/barometre.html>.

5 Les réponses sont-elles à la hauteur de la crise ?

Que ce soit sur la scène internationale, européenne ou nationale, Nicolas Sarkozy a fait preuve d'un activisme tous azimuts dont **la démarche a semblé globalement cohérente** : juguler d'abord la crise internationale et sauver le système bancaire, parer aux conséquences immédiates sur le crédit et le ralentissement de l'activité économique en soutenant l'activité et enfin s'attaquer aux conséquences sociales de la crise et son impact que le chômage. Mais après le temps des annonces vient celui de la mise en œuvre. Là, **les marges de manœuvres semblent réduites**. Analyse :

↳ Un plan de soutien à l'économie suffisant ?

- ✘ Avec raison, le gouvernement s'est refusé à lancer un plan de relance, préférant soutenir l'activité économique plutôt que d'injecter directement du pouvoir d'achat. La méthode peut fonctionner mais à la condition de dégager des moyens budgétaires à la hauteur de l'enjeu et d'engager des réformes de structure en profondeur qui libèrent la croissance. Est-ce le cas ?

↳ Passer très vite au concret

- ✘ Le gouvernement a sans doute débloqué des fonds à la hauteur de l'enjeu mais les résultats tardent à se concrétiser : les PME continuent à se plaindre du resserrement du crédit. Le travail du médiateur du crédit, René Ricol, ne va entrer dans sa phase concrète que dans la deuxième ou troisième semaine de novembre. L'impatience grandit, au point que Nicolas Sarkozy et François Fillon ont annoncé qu'ils n'excluaient pas une nationalisation des banques, si elles rechignaient à agir.

↳ Eviter le mécontentement social

- ✘ Si la situation ne se stabilise pas, le gouvernement devra répondre d'un sentiment d'inégalité entre le traitement accordé au secteur bancaire et le refus de soutenir le pouvoir d'achat : l'incompréhension est grandissante face à la facilité apparente avec laquelle on a trouvé les 40 milliards du plan de sauvetage des banques et la longue et pénible discussion pour dégager le milliard et demi nécessaire au financement du RSA. Le gouvernement devra faire la pédagogie de son choix s'il ne veut pas risquer une montée dangereuse des tensions sociales.

➤ **Agir et penser en Européen**

- ✘ Quand à l'Europe, elle aura aussi son mot à dire sur le creusement du déficit ; la Commission européenne a déjà mis la France en garde contre une gestion trop souple des déficits budgétaires. Par ailleurs, si l'action d'urgence a su être coordonnée, il faudrait que la gestion de la crise sur la longue durée le soit aussi : un plan de soutien à l'économie à l'échelle nationale aura sans doute des effets limités.

➤ **Les dangers du « toujours plus »...**

- ✘ Enfin, à multiplier les annonces comme il le fait, s'il a bien dit qu'il ne pourrait pas éviter les licenciements (discours du 30 octobre) et désamorcer à lui tout seul les conséquences de la crise, Nicolas Sarkozy risque de produire dans l'opinion l'illusion d'une maîtrise complète de tous ses aspects et de tous ses effets. Face à une crise d'ampleur mondiale, qui aura des conséquences sur le long terme, son activisme pourrait se retourner contre lui : à trop annoncer, il risque de faire naître des envies de surenchère et des espoirs déçus.

Le suivi des promesses du candidat

Les 490 promesses du candidat

Les ratés de l'action du Président

L'état d'avancement des réformes en 21 thèmes

Les 490 promesses du candidat

Pour sa troisième livraison, le Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy continue d'offrir un **tableau de bord unique de la mise en œuvre de la politique du Président** de la République. Le candidat Sarkozy avait beaucoup promis pendant la campagne. Sur tous les tons, sur tous les thèmes, à tout le monde... Il doit son élection à l'espoir et aux attentes qu'il a fait naître. « **Il y a urgence à réformer** », disait-il alors. « **Je n'ai pas été élu pour ne m'occuper de rien** », répète-t-il depuis qu'il est à l'Élysée. Jugeons sur pièce.

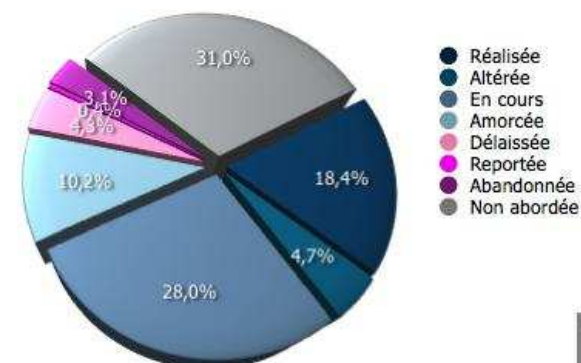
Un an et demi après, sur les 490 promesses du candidat, combien sont engagées ?

Nombre de mesures...	Total	Réalisée	Altérée	En cours	Amorcée	Délaissée	Reportée	Abandonnée	Non abordée
En unités	490	90	23	137	50	21	2	15	152
En %	100	18,4	4,7	28	10,2	4,3	0,4	3,1	31

La somme des pourcentages n'est pas égale à 100 en raison des règles d'arrondis pratiquées

Au 1^{er} novembre 2008

- **18,4 % des promesses de campagne sont « réalisées »**
- 4,7 % des promesses de campagne sont « altérées »
- 28 % des promesses de campagne sont « en cours »
- 10,2% des promesses de campagne sont « amorcées »
- 4,3% des promesses de campagne sont « délaissées »
- 0,4 % des promesses de campagne sont « reportées »
- 3,1 % des promesses de campagne sont « abandonnées »



Les chiffres restent impressionnants : **presque la moitié du programme du candidat est mise en œuvre après un an et demi**. Les premières livraisons de notre Baromètre en novembre 2007 et mai 2008 montraient que Nicolas Sarkozy avait fait de la vitesse une méthode. Les nouveaux chiffres le confirment :

- ✘ **46,4 % des promesses sont engagées** (« réalisées » et « en cours ») au 1^{er} novembre 2008.
- ✘ Cela représente **2,9 promesses engagées par semaine** (sur 78 semaines).
- ✘ Mais il y a **2 fois plus de promesses « en cours » ou « amorcées » que de promesses « réalisées »** au 1^{er} novembre 2008.
- ✘ Et **12,5% des promesses sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »** au 1^{er} novembre 2008.

Au bout d'un an et demi, le mode d'action du gouvernement n'a pas changé : ouvrir toujours plus de chantiers de réformes, quitte à ce qu'elles tardent à se mettre en place.

Les ratés de l'action du Président

« **Je dis tout avant, pour tout faire après** », aimait à répéter Nicolas Sarkozy pendant la campagne. Tout ? Vraiment tout ?... Sur la masse des 490 promesses du candidat, ce sont 61 en tout qui ont été « délaissées », « altérées », « reportées » ou tout simplement « abandonnées ».

Si la mise en œuvre du programme est menée tambour battant, la liste des ratés commence à s'alourdir...

Au 1^{er} novembre 2008

- 4,7 % des promesses de campagne sont « altérées » (23 promesses)
- 4,3 % des promesses de campagne sont « délaissées » (21 promesses)
- 0,4 % des promesses de campagne sont « reportées » (2 promesses)
- 3,1 % des promesses de campagne sont « abandonnées » (15 promesses)
- **12,5 % des promesses de campagne (61 promesses)**

➤ **Les principales promesses envolées** – Entre reculs symboliques, réformes en deçà des promesses, ou abandons purs et simples, ces ratés constituent la liste noire d'une présidence tout azimuts...

- Inscrire l'interdiction de « tout déficit budgétaire hors dépense d'investissement » dans la Constitution (« abandonnée »), « financer intégralement le projet présidentiel par des économies sur les dépenses existantes » (« abandonnée ») ou encore « ramener la dette en dessous de 60% du PIB » et réduire le déficit (« altérée ») : **les mauvais points s'accumulent sur les engagements budgétaires.**
- De la TVA sociale (« reportée ») à l'instauration d'une TVA à taux réduits sur les produits propres (« délaissée ») en passant par la baisse de 4 points des prélèvements obligatoires en 10 ans (d'ores et déjà « altérée ») : **le Président a du mal à tenir la ligne fiscale du candidat.** Il faut dire que le contexte actuel ne facilite pas les choses. Ces promesses ne sont pas encore abandonnées, mais pour combien de temps ?
- Les parachutes dorés n'ont pas été supprimés mais encadrés, d'abord par la loi TEPA et ensuite par le code de bonne conduite du MEDEF sous la pression du gouvernement. Il ne s'agit pas ici d'un revirement complet mais dans ce contexte de crise financière, où les excès du capitalisme financier ont été très médiatisés, **ce recul apparaît aujourd'hui d'autant plus symbolique.**

L'état d'avancement des réformes en 21 thèmes

L'actualité est largement dominée par la crise financière et le soutien à l'économie mais qu'en est-il des autres champs d'action du gouvernement. Les réformes se sont-elles poursuivies ? Dans tous les domaines ? Panorama de l'avancée de la mise en œuvre des promesses de campagne par thème.

- ⇒ Dans le tableau suivant, qui reprend l'ensemble des 490 promesses de campagnes classées en 21 thèmes, l'état d'avancement des réformes est représenté selon que celles-ci gardent un rythme constant (➡), qu'un nombre significatif de promesses ont été engagées et/ou ont aboutie (➤) ou que très peu ou pas de nouvelles promesses ont été engagées voire qu'un certain nombre a été abandonné, altéré, délaissé, reporté (➡) durant les six derniers mois.

Agriculture et Chasse



La loi sur les OGM est passée non sans remous et difficultés au Parlement. Pour le reste, les avancées sont timides.

Sur 12 promesses

- ⇒ 2 promesses sont « réalisées »
- ⇒ 3 promesses sont « en cours »
- ⇒ 1 promesse est « amorcée »

Budget



Dans le contexte actuel de crise, le gouvernement a du mal à tenir ses promesses budgétaires. Le bilan, comme le montre notre Baromètre, est plus que mitigé.

Sur 5 promesses

- ⇒ 1 promesse est « réalisée »
- ⇒ 3 sont « altérées », « délaissées », « reportées », ou « abandonnées »

Culture et communication



Développement de l'économie numérique, loi sur la diffusion et la protection des œuvres sur Internet : après une période de grand calme, de nombreux chantiers ont été lancés.

Sur 35 promesses

- ⇒ 3 sont « réalisées »
- ⇒ 8 sont « en cours »
- ⇒ 11 sont « amorcées »
- ⇒ 6 sont « altérées », « délaissées », « reportées », « abandonnées »

Défense



La réforme de la Défense entre dans le vif du sujet : la Loi de Programmation Militaire pour les années 2009-2014 reprend la majorité des engagements de campagne de Nicolas Sarkozy.

Sur 32 promesses

- ⇒ 6 sont « réalisées »
- ⇒ 14 sont « en cours »
- ⇒ 5 sont « amorcées »
- ⇒ 4 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Dialogue social



La réforme sur la représentativité des syndicats est faite. Il reste peu de promesses à engager mais ce ne sont pas les moins compliquées !

Sur 9 promesses

- ⇒ 4 sont « réalisées »
- ⇒ 1 est « en cours »
- ⇒ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Education et enseignement supérieur



La mise en œuvre des réformes se poursuit. Elle sera longue et délicate, notamment pour les universités. En attendant, aucun nouveau chantier n'a été engagé.

Sur 47 promesses

- ⇒ 9 sont « réalisées »
- ⇒ 10 sont « en cours »
- ⇒ 1 est « amorcée »
- ⇒ 7 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Emploi 

Après la création des « offres raisonnables d'emploi » l'été dernier, l'heure est à la mise en œuvre urgente des mesures anti-crise, comme l'a vu plus haut dans notre Baromètre.

Sur 18 promesses

- ↻ 2 sont « réalisées »
- ↻ 4 sont « en cours »
- ↻ 2 sont « amorcées »
- ↻ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Entreprises 

La loi de modernisation de l'économie a été promulguée le 5 mai dernier et beaucoup d'initiatives sont en cours.

Sur 33 promesses

- ↻ 5 sont « réalisées »
- ↻ 15 sont « en cours »
- ↻ 1 est « amorcée »
- ↻ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Environnement 

La loi Grenelle 1 a certainement marqué une victoire politique mais le processus de mise en œuvre est encore long et on compte même quelques reculs...

Sur 26 promesses

- ↻ 3 sont « réalisées »
- ↻ 10 sont « en cours »
- ↻ 2 sont « amorcées »
- ↻ 4 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Europe 

Bilan globalement positif face à la crise, comme le montre notre Baromètre ci-dessus. Mais reste un dossier européen majeur en souffrance : celui du traité simplifié...

Sur 47 promesses

- ↻ 4 sont « réalisées »
- ↻ 19 sont « en cours »
- ↻ 3 sont « amorcées »
- ↻ 7 sont « altérées », « délaissées », « reportée » ou « abandonnées »

Famille 

Malgré la nomination de Nadine Morano au secrétariat d'Etat à la Famille en mars 2008, peu de promesses ont été engagées en un an et demi. Il ne se passe pas grand-chose.

Sur 14 promesses

- ↻ 1 est « réalisée »
- ↻ 1 est « en cours »
- ↻ 2 sont « amorcées »
- ↻ 1 est « altérée », « délaissée », « reportée » ou « abandonnée »

Fiscalité et pouvoir d'achat 

Aucune des nouvelles mesures sur le pouvoir d'achat que le gouvernement a pu mettre en œuvre ne vient du programme présidentiel. Surtout les résultats sont maigres.

Sur 13 promesses

- ↻ 5 sont « réalisées »
- ↻ 4 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Immigration et développement solidaire 

Les promesses concernant la maîtrise de l'immigration ont globalement été mises en œuvre dès le début de la présidence mais le volet Développement n'a pas été l'objet du même soin depuis...

Sur 14 promesses

- ↻ 5 sont « réalisées »
- ↻ 1 est « en cours »
- ↻ 4 sont « amorcées »

Institutions, réforme de l'Etat et décentralisation 

La Constitution a bien été révisée... même s'il ne s'en est fallu que d'une voix pour qu'elle soit adoptée au Congrès. Reste encore à poursuivre les efforts – trop modestes – de la RGPP.

Sur 42 promesses

- ↻ 19 sont « réalisées »
- ↻ 6 sont « en cours »
- ↻ 6 sont « amorcées »
- ↻ 5 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Justice et sécurité 

Le Conseil Supérieur de la Magistrature a bien été réformé et le projet de loi pénitentiaire a enfin été finalisé et présenté en Conseil des ministres.

Sur 25 promesses

- ↻ 9 sont « réalisées »
- ↻ 3 sont « en cours »
- ↻ 1 est « amorcée »
- ↻ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Logement

La loi est venue concrétiser les travaux menés depuis un an pour encourager l'accès sociale à la propriété et la construction de nouveaux logements. Enfin !

Sur 14 promesses

- ↪ 1 est « réalisée »
- ↪ 8 promesses sont « en cours »
- ↪ 4 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Politique étrangère

Une forte présence internationale depuis 6 mois (crise géorgienne et crise financière) et quelques succès symboliques avec la libération d'Ingrid Bétancourt et le non-boycott des JO de Pékin cet été, mais une demi-victoire sur l'Union pour la Méditerranée, dont les ambitions sont revues à la baisse.

Sur 21 promesses

- ↪ 4 sont « réalisées »
- ↪ 7 sont « en cours »
- ↪ 1 est « amorcée »
- ↪ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Recherche et innovation

Des promesses ont été amorcées, notamment pour le numérique, mais elles ne sont pas franchement encore engagées. Il faut transformer les ambitions en actes.

Sur 15 promesses

- ↪ 3 sont « réalisées »
- ↪ 4 sont « en cours »
- ↪ 3 sont « amorcées »
- ↪ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Retraites

Beaucoup des promesses déjà en cours mais le projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale 2009 accentue encore l'effort du gouvernement.

Sur 6 promesses

- ↪ 1 est « réalisée »
- ↪ 5 sont « en cours »

Santé

Le long processus de consultation engagée a été transcrit dans la loi « Hôpital, patients, santé, territoires », reprenant de nombreuses promesses de campagne.

Sur 32 promesses

- ↪ 2 sont « réalisées »
- ↪ 10 sont « en cours »
- ↪ 3 sont « amorcées »
- ↪ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Société

Des actions sont venues renforcer des promesses déjà engagées et le Plan banlieue commence à se mettre en place mais aucune des promesses-phares n'a encore été réalisée.

Sur 30 promesses

- ↪ 1 promesse est « réalisée »
- ↪ 8 sont « en cours »
- ↪ 4 sont « amorcées »
- ↪ 2 sont « altérées », « délaissées », « reportées » ou « abandonnées »

Définitions, méthodologie

Le « Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy » a pour but de permettre le **suivi exact de la transformation des promesses de campagne de Nicolas Sarkozy en réformes identifiables et mesurables**, réalisées par lui-même devenu président de la République, par le gouvernement et la majorité parlementaire.

L'établissement de la liste de ces promesses est fait à partir d'un **corpus strict et indiscutable**.

Le traitement des promesses est réalisé grâce au pilotage d'un **Tableau Récapitulatif Général**, tenu à jour en continu, à l'intérieur duquel les promesses sont classées en **21 thèmes**.

En fonction de l'actualité, les sujets méritant d'être mis en valeur à l'occasion de chaque Baromètre semestriel sont traités dans un **Tableau de bord des réformes** spécifique visant à évaluer les réformes mises en place par le Président et son gouvernement.

Chaque promesse fait l'objet d'un suivi continu et d'une classification en 7 statuts : « **Réalisée** », « **Altérée** », « **En cours** », « **Amorcée** », « **Délaissée** », « **Reportée** » et « **Abandonnée** ». C'est sur l'ensemble des données récoltées et traitées dans le Tableau Récapitulatif Général et dans le Tableau de bord des réformes qu'est fondé le Baromètre.

1 Qu'est-ce qu'une promesse ?

Les éléments considérés comme promesse dans notre Tableau Récapitulatif Général répondent à la définition suivante :

> Toute déclaration formalisant un engagement pris par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle et induisant une action politique vérifiable et mesurable dans le futur.

A l'inverse de la simple « déclaration de principe », l'énoncé de cette promesse suppose en effet qu'elle ait été suffisamment précise pour impliquer une action vérifiable et mesurable. Toute déclaration vague ou n'impliquant pas une action identifiable (par exemple, « je veux une France forte ») a été exclue de notre champ. Notons que certaines promesses ont dû faire l'objet d'un travail de réécriture : soit que 2 promesses figuraient dans une même phrase et que nous avons décidé de les rendre autonomes ; soit que, le plus souvent, nous avons fusionné 2 ou plusieurs formulations distinctes d'une même proposition.

2 Le corpus

Les documents à partir desquels a été établie la liste des promesses, sont exclusivement des sources primaires, c'est-à-dire reprenant directement:

> Les propos tenus par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle, et par lui seul, entre le 14 janvier 2007 (date de son investiture par l'UMP) et le 6 mai 2007 (date de son élection).

Pour éviter toute déformation ou simplification, ses interventions faites en sa qualité de ministre de l'Intérieur (jusqu'au 26 mars 2007) et évoquant son bilan ou son action menée avant l'élection présidentielle, ont été exclues du corpus ; de même pour les interventions de ses lieutenants et soutiens dans le courant de la campagne présidentielle. Les documents qui composent notre corpus sont de 4 natures, hiérarchisées comme suit :

- 1) Les documents constituant le programme présidentiel de Nicolas Sarkozy : *Mon projet : Ensemble, tout devient possible* et *l'Abécédaire des propositions*.
- 2) L'ouvrage *Ensemble* (Paris, XO Editions, 2007) publié le 2 avril 2007.
- 3) L'ensemble des discours du candidat.
- 4) L'ensemble des tribunes, interviews et interventions médias du candidat, mis en ligne sur les sites Internet de l'UMP et du candidat et donc considérés comme contenant des prises de positions et des propositions validées par le candidat et son équipe.

Retrouvez le détail du corpus sur <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>

3 Le Tableau Récapitulatif Général

Le traitement global des données est réalisé grâce au Tableau Récapitulatif Général, qui liste l'ensemble des promesses et assure le suivi. Le Tableau liste les promesses par thèmes, indique les sources principales et le nombre d'occurrences dans le corpus pour chacune d'entre elles, classe les promesses en 7 statuts distincts (« Réalisée », « Altérée », « En cours », « Amorcée », « Délaisée », « Reportée » et « Abandonnée ») et propose des éléments synthétiques de suivi.

Les thèmes – De « Agriculture » à « Société », le Tableau Récapitulatif Général classe les promesses en 21 thèmes (de A à U) couvrant l'ensemble des champs de l'action politique sur lesquels le candidat s'est engagé.

Sources et occurrences – Le Tableau Récapitulatif Général indique pour chaque promesse la ou les sources principale(s) telles que hiérarchisées dans le corpus. A cette mention, s’ajoute celle du nombre d’occurrences d’une même proposition trouvées dans l’ensemble du corpus (par exemple, la promesse C-1, « Instaurer la gratuité des musées nationaux », comprend deux occurrences puisqu’elle est formulée à la fois dans *l’Abécédaire des propositions* et dans le discours de Paris, Méridien Montparnasse du 2 avril 2007). Cette indication permet d’un seul coup d’œil de voir les promesses qui ont été faites le plus grand nombre de fois.

4 Le Tableau de bord des réformes

Le suivi des « réformes face à la crise », thème retenu pour ce 3^e Baromètre, est réalisé à partir du Tableau Récapitulatif Général, qui liste l’ensemble des promesses et à l’intérieur du Tableau de bord des réformes.

Les 5 items du Tableau de bord listent les promesses par thèmes et les classifient en 7 statuts distincts (« Réalisée », « Altérée », « En cours », « Amorcée », « Délaiée », « Reportée » et « Abandonnée »). Chaque promesse a été intégrée à ces thèmes en fonction de sa pertinence dans la perspective d’une évaluation de la réforme. D’autres promesses n’ont pas été reportées dans ces tableaux car, si elles représentaient bel et bien une action précise et mesurable du gouvernement, elles ne s’intégreraient pas nécessairement à une réforme représentée par un tableau (par exemple « généraliser en Europe l’enseignement de deux langues étrangères »).

Les thèmes – Le suivi des « réformes face à la crise » compte 5 thèmes qui représentent les différents aspects des réformes engagées par le gouvernement qui permettent de mesurer et d’analyser son action face à la crise économique actuelle.

5 Le suivi des promesses

Suivi des promesses – Le suivi assuré de chaque promesse permet à chaque instant de connaître son état de réalisation. Il est effectué à partir d’un travail de veille continu. Afin de faciliter la synthèse et l’exploitation des données, nous avons défini 7 statuts de promesse possibles :

- 1) **Réalisée** – Une promesse est considérée comme « réalisée » lorsqu’elle a obtenu sa réalisation effectivement constatée : loi votée par le Parlement, décret, circulaire, arrêté, ou toute décision légalement prise. Concernant la politique européenne et internationale, la promesse sera considérée comme « réalisée » à l’issue du processus décisionnel engageant d’autres partenaires mais initié par elle.

- 2) **Altérée** - Une promesse est considérée comme « altérée » lorsqu'elle a subi une ou des transformations au cours de sa réalisation par rapport à l'énoncé de la promesse tel qu'il a été transcrit dans le Tableau Récapitulatif Général. A ce titre, les promesses « altérées » appelleront systématiquement des commentaires et précisions.
- 3) **En cours** – Une promesse est considérée comme « en cours » dès que l'on peut constater des éléments tangibles couvrant l'entier énoncé de la promesse (ou sa majeure partie) dans le processus de décision : projet de loi présenté en Conseil des ministres, calendrier d'application inférieur à 6 mois, etc. Les promesses touchant à la politique européenne et internationale ne pouvant faire l'objet de ces critères, il faudra tenir compte de l'effectivité des discours et actions diplomatiques ou du lancement constaté d'initiatives issues de ces promesses.
- 4) **Amorcée** – Une promesse est considérée comme « amorcée » lorsqu'un processus de réflexion a été lancé (élaboration d'un plan de réforme, installation d'une commission, remise d'un rapport, etc.) ou lorsque le processus de décision a été lancé mais qu'il concerne une partie mineure de la promesse.
- 5) **Délaissée** – Une promesse est considérée comme « délaissée » lorsqu'un processus de réflexion a été engagé mais qu'il n'a induit aucune prise de décision dans les 6 mois qui l'ont suivi. A ce titre, les promesses délaissées appelleront systématiquement des commentaires et précisions.
- 6) **Reportée** – Une promesse est considérée comme « reportée » lorsqu'elle fait l'objet d'une annonce claire du report de sa réalisation. Les raisons motivant ce report pourront faire l'objet de commentaires et précisions.
- 7) **Abandonnée** – Une promesse est considérée comme « abandonnée » lorsqu'elle fait l'objet d'une annonce claire de l'abandon de sa réalisation. Les raisons motivant cet abandon pourront faire l'objet de commentaires et précisions.

> Ces statuts sont figés à la date arrêtée pour la publication du Baromètre. Ils représentent une photographie de l'état d'avancement des promesses à ce jour précis mais ils ne portent en aucun cas un jugement définitif sur l'état d'avancement d'une promesse de campagne.

Retrouvez le détail du Tableau Récapitulatif Général sur <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>

